

RAPPORT DE GESTION

Pour l'exercice clos le 29 octobre 2017

Le présent rapport de gestion a pour objectif d'aider le lecteur à mieux comprendre les activités, la stratégie de développement et les perspectives d'avenir de Transcontinental inc., notre façon de gérer les risques, ainsi que d'analyser les résultats et la situation financière de la Société pour l'exercice clos le 29 octobre 2017. Il devrait être lu de concert avec les informations contenues dans les états financiers consolidés annuels et les notes afférentes inclus dans le présent rapport. De l'information additionnelle relative à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Dans le cadre du présent document, à moins d'indication contraire, l'information financière présentée a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et le terme « dollar » ainsi que le symbole « \$ » désignent des dollars canadiens.

De plus, dans ce présent rapport de gestion, nous utilisons aussi certaines données financières non conformes aux IFRS, pour lesquelles une définition complète est présentée ci-dessous et pour lesquelles un rapprochement aux données financières conformes aux IFRS est présenté dans le tableau #2, à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » et à la note 3, « Information sectorielle », des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 29 octobre 2017. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Termes utilisés	Définitions
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	Résultat opérationnel avant amortissement excluant les frais de restructuration et autres coûts (gains) et de la dépréciation d'actifs
Résultat opérationnel ajusté	Résultat opérationnel excluant les frais de restructuration et autres coûts (gains) et de la dépréciation d'actifs
Marge du résultat opérationnel ajusté	Résultat opérationnel ajusté divisé par les revenus
Impôts sur le résultat ajusté	Impôts sur le résultat excluant les impôts portant sur les frais de restructuration et autres coûts (gains) et des impôts sur la dépréciation d'actifs
Résultat net ajusté	Résultat net, excluant les frais de restructuration et autres coûts (gains) et de la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts sur le résultat y afférents
Endettement net	Somme de la dette à long terme et de la portion courante de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie
Ratio d'endettement net	Endettement net divisé par le résultat opérationnel avant amortissement ajusté des 12 derniers mois

Finalement, afin de faciliter la lecture de ce rapport, les termes « TC Transcontinental », « Société », « nous », « notre » et « nos » désignent tous Transcontinental inc. et ses filiales et coentreprises.

MISE EN GARDE AU SUJET DES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, formulés d'après les attentes de la direction et assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. De par leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur plusieurs hypothèses tant générales que spécifiques. La Société conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car les résultats ou événements réels pourraient différer de façon importante des attentes exprimées ou sous-entendues dans ces énoncés prospectifs. Ces énoncés prospectifs comprennent notamment des énoncés relatifs à nos objectifs à moyen terme, nos perspectives, nos stratégies pour atteindre ces objectifs, de même que des énoncés relatifs à nos opinions, projets, prévisions, attentes, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « seraient », « hypothèses », « plan », « stratégie », « perspectives », « croire », « projeter », « estimer », « chercher », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « objectif » et l'emploi du futur et du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables, visent à dénoter des énoncés prospectifs. De tels énoncés prospectifs peuvent aussi comprendre des observations concernant les résultats financiers prévisionnels et les perspectives quant à ses activités et les économies où elle opère. La performance future de la Société pourrait également être touchée par un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont hors du contrôle ou de la volonté de la Société. Les principaux risques, incertitudes et facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 29 octobre 2017 ainsi que dans la notice annuelle.

Sauf indication contraire de la part de la Société, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments exceptionnels, ni de cessions, ni de regroupements d'entreprises, ni de fusions ou acquisitions qui pourraient être annoncées ou conclues après la date du 14 décembre 2017.

Ces énoncés prospectifs sont faits conformément aux dispositions prévues dans les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières en matière d'exonération.

Les énoncés prospectifs présentés dans ce rapport de gestion sont basés sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 14 décembre 2017. Des énoncés prospectifs peuvent être également intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières au Canada ou à toute autre communication. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés, à moins que les autorités ne l'exigent.

PROFIL DE TC TRANSCONTINENTAL

TC Transcontinental est le premier imprimeur au Canada et un important fournisseur d'emballages souples en Amérique du Nord. La Société est également un leader dans ses activités de médias spécialisés. TC Transcontinental a pour mission de créer des produits et services permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur clientèle cible.

Le respect, le travail d'équipe, la performance et l'innovation sont les valeurs fortes de la Société et de ses employés. L'engagement de la Société auprès de ses parties prenantes est d'agir de manière responsable dans la poursuite de ses activités d'affaires.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A, TCL.B), connue sous la marque TC Transcontinental, compte plus de 6500 employés au Canada et aux États-Unis, et ses revenus ont été de 2,0 milliards de dollars canadiens en 2017. Site www.tc.tc

Le secteur de l'impression et de l'emballage

Premier imprimeur au Canada et l'un des plus importants en Amérique du Nord, TC Imprimeries Transcontinental compte plus de 4500 employés et dispose d'un réseau de 18 usines à la fine pointe de la technologie. La division propose une offre de services intégrée pour les détaillants, incluant l'impression de circulaires et de produits marketing sur le lieu de vente, les services de prémédia et la distribution de porte en porte par l'entremise du Publisac au Québec, et de Targeo, un service pancanadien de courtage en distribution. TC Imprimeries Transcontinental offre aussi une gamme de solutions d'impression novatrices en matière de journaux, de magazines, de livres en couleurs et de produits marketing personnalisés et de masse.

TC Emballages Transcontinental, qui compte près de 900 employés aux États-Unis et au Canada, est un important fournisseur d'emballages souples en Amérique du Nord. Sa plateforme, qui s'étend d'un océan à l'autre, comprend un atelier de prémédia et six usines de production qui se spécialisent dans l'impression flexographique, le laminage de films plastiques ainsi que la transformation, incluant les sacs et les sachets. La division offre une gamme de solutions innovantes pour des industries variées, notamment pour les marchés des produits laitiers, du café, de la nourriture pour animaux, de la boulangerie, des collations et de la confiserie, des produits frais aux comptoirs en supermarché, des aliments congelés et des cigares.

Le secteur des médias

TC Media, qui emploie plus de 600 personnes, est un leader dans ses activités de médias spécialisés au Canada, avec des marques phares pour les milieux des affaires, de la finance et de la construction, incluant un volet événementiel. TC Media se positionne également comme le plus important éditeur d'ouvrages pédagogiques de langue française au Canada. Par ailleurs, TC Media publie des journaux locaux et régionaux multiplateformes au Québec et en Ontario.

STRATÉGIE

La stratégie de croissance de TC Transcontinental repose sur quatre principes fondamentaux :

1. Être le chef de file dans les marchés desservis;
2. Établir un avantage concurrentiel;
3. Fidéliser les clients;
4. Maintenir une approche disciplinée en matière d'acquisitions et de gestion financière.

Au fil des ans, la Société a ainsi développé de solides compétences dans le domaine manufacturier ainsi que dans le domaine de la création, de l'organisation et de la distribution de contenus imprimés et numériques. Sur ces bases, elle tisse chaque jour des relations d'affaires durables, et ce, plus particulièrement avec les grands détaillants canadiens. Près de la moitié du chiffre d'affaires de l'entreprise provient de notre offre de services aux détaillants.

Dynamique du marché

La transformation en cours dans les industries des médias et du marketing a eu des effets profonds sur l'industrie de l'impression et de l'édition dans son ensemble. Les produits imprimés demeurent néanmoins une composante clé du mix marketing choisie par les spécialistes du marketing, mais leur croissance est limitée en raison de l'importance grandissante des nouveaux médias et des nouvelles plateformes de communication comme les appareils mobiles et canaux numériques. Les imprimeurs qui tireront profit de ce marché en évolution sont ceux qui se dotent de technologies efficaces afin d'abaisser leurs coûts de production, qui offrent un réseau national à proximité de leurs clients, et qui peuvent leur proposer une gamme complète de solutions intégrées.

Axes de croissance

Depuis toujours, TC Transcontinental vise la croissance en créant des produits et services permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible, ainsi qu'en ayant recours à des acquisitions stratégiques. Être à l'écoute des besoins de ses clients et les accompagner dans leur développement sont les principaux facteurs de sa réussite. La Société entend ainsi poursuivre dans cette voie par l'entremise d'un plan de développement qui vise à maintenir et à renforcer sa position de chef de file dans ses activités d'exploitation reconnues, et à ériger un axe de croissance fort dans l'industrie de l'emballage en misant sur ses compétences, notamment son savoir-faire manufacturier.

Le plan de la Société se décline en trois objectifs :

Maximiser la plateforme d'impression

TC Transcontinental met à profit sa division de l'impression en maximisant l'utilisation de sa plateforme manufacturière à la fine pointe de la technologie afin de générer de l'efficacité pour la Société et ses clients, ainsi qu'en exploitant des créneaux spécifiques, comme l'impression de circulaires pour les détaillants.

Faire croître la division de l'emballage

TC Transcontinental veille à diversifier son offre traditionnelle d'impression en se taillant une place significative dans l'emballage souple. Ainsi, elle entend augmenter ses parts de marché, tant par des acquisitions que de la croissance interne, principalement en étant présente dans les créneaux d'emballages destinés à l'industrie de l'alimentation.

Renforcer l'offre média

TC Transcontinental poursuit la diversification de son offre média en misant davantage sur des produits et services nichés attirant un nombre croissant de publics au profit de ses clients et annonceurs. De plus, elle développe des sources de revenus moins liés à la publicité dans les créneaux d'information d'affaires, de la finance et de la construction, ainsi que dans les contenus éducationnels.

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2017

Tableau #1 :

(en millions de dollars, sauf les données par action)	2017	2016	Variation en \$	Variation en %
Revenus	2 007,2 \$	2 019,5 \$	(12,3) \$	(0,6) %
Résultat opérationnel	302,0	212,8	89,2	41,9
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	293,3	283,4	9,9	3,5
Résultat net	211,5	146,3	65,2	44,6
Résultat net par action	2,73	1,89	0,84	44,4
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	202,2	196,3	5,9	3,0
Résultat net ajusté par action ⁽¹⁾	2,61	2,53	0,08	3,2

⁽¹⁾ Veuillez consulter le tableau #2 dans la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

- Les revenus ont diminué de 12,3 millions de dollars, soit de 0,6 %.
- Le résultat opérationnel a augmenté de 89,2 millions de dollars, passant de 212,8 millions de dollars à 302,0 millions. Le résultat opérationnel ajusté, qui exclut les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs, a augmenté de 9,9 millions de dollars, passant de 283,4 millions de dollars à 293,3 millions, soit de 3,5 %.
- Le résultat net a augmenté de 65,2 millions de dollars, passant de 146,3 millions de dollars à 211,5 millions. Le résultat net ajusté, qui exclut les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents, a augmenté de 5,9 millions de dollars, passant de 196,3 millions de dollars à 202,2 millions, soit de 3,0 %.
- Le 3 mars 2017, la Société a annoncé la conclusion d'une entente élargie avec Lowe's Canada qui comprend le renouvellement de l'entente avec RONA et l'ajout de l'impression des circulaires de Lowe's au Canada. Cette entente représente des revenus de 200 millions de dollars sur cinq ans et comprend tous les services aux détaillants pour l'ensemble des bannières de Lowe's et de RONA au pays.
- Le 12 avril 2017, la Société a vendu ses actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et a annoncé, le 18 avril 2017, la mise en place d'un processus visant la vente de ses journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario. En date du 14 décembre 2017, près de 60 % de ces journaux ont été vendus.
- Le 31 octobre, subséquemment à la fin de l'exercice, la Société a acquis la société Les Industries Flexipak inc., un fournisseur d'emballages souples situé à Montréal, au Québec.

RAPPROCHEMENT DES DONNÉES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

(non auditées)

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, les données financières utilisées, soit le résultat opérationnel ajusté, le résultat opérationnel avant amortissement ajusté, le résultat net ajusté, le résultat net par action ajusté, l'endettement net et le ratio d'endettement net, pour lesquelles un rapprochement est présenté au tableau ci-après, ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Nous sommes d'avis qu'un grand nombre de nos lecteurs analysent la performance financière des activités de la Société en fonction de ces données financières non conformes aux IFRS puisqu'elles peuvent faciliter la comparaison entre les périodes. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Nous sommes également d'avis que le résultat opérationnel avant amortissement ajusté, le résultat opérationnel ajusté, qui tient compte de l'incidence des investissements antérieurs en immobilisations corporelles et incorporelles, et le résultat net ajusté sont des indicateurs utiles de la performance de nos opérations. Par ailleurs, la direction utilise également certaines de ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et de ses gestionnaires.

Quant à l'endettement net et au ratio d'endettement net, nous sommes d'avis qu'ils sont des indicateurs utiles pour mesurer l'effet de levier financier et la capacité de la Société à faire face à ses obligations financières.

Tableau #2 :

Rapprochement du résultat opérationnel - Quatrième trimestre et exercice

	Trois mois clos le		Exercice clos le	
	29 octobre	31 octobre	29 octobre	31 octobre
	2017	2016	2017	2016
(en millions de dollars)				
Résultat opérationnel	103,6 \$	81,3 \$	302,0 \$	212,8 \$
Frais de restructuration et autres coûts (gains)	(7,6)	2,9	(13,6)	17,0
Dépréciation d'actifs	2,4	23,2	4,9	53,6
Résultat opérationnel ajusté	98,4 \$	107,4 \$	293,3 \$	283,4 \$
Amortissement	24,9	26,5	103,4	106,7
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	123,3 \$	133,9 \$	396,7 \$	390,1 \$

Rapprochement du résultat net - Exercice

(en millions de dollars, sauf les données par actions)	Exercice clos le			
	29 octobre 2017		31 octobre 2016	
	Total	Par action	Total	Par action
Résultat net	211,5 \$	2,73 \$	146,3 \$	1,89 \$
Frais de restructuration et autres coûts (gains), déduction faite des impôts y afférents	(12,8)	(0,17)	10,4	0,13
Dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents	3,5	0,05	39,6	0,51
Résultat net ajusté	202,2 \$	2,61 \$	196,3 \$	2,53 \$

Rapprochement du résultat net - Quatrième trimestre

(en millions de dollars, sauf les données par actions)	Trois mois clos le			
	29 octobre 2017		31 octobre 2016	
	Total	Par action	Total	Par action
Résultat net	73,4 \$	0,94 \$	57,7 \$	0,75 \$
Frais de restructuration et autres coûts (gains), déduction faite des impôts y afférents	(6,8)	(0,08)	1,7	0,02
Dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents	1,7	0,02	17,2	0,22
Résultat net ajusté	68,3 \$	0,88 \$	76,6 \$	0,99 \$

Rapprochement de l'endettement net

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016
Dette à long terme	348,3 \$	347,9 \$
Portion courante de la dette à long terme	—	0,2
Trésorerie	(247,1)	(16,7)
Endettement net	101,2 \$	331,4 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)	396,7 \$	390,1 \$
Ratio d'endettement net	0,3 x	0,8 x

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS - EXERCICE

Revenus

Les revenus ont diminué de 12,3 millions de dollars, soit de 0,6 %, passant de 2 019,5 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 2 007,2 millions pour la même période en 2017. Cette diminution est principalement attribuable à l'effet des cessions et fermetures et à la décroissance interne des revenus dans certains créneaux de la division de l'impression et dans le créneau d'édition de journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario dans le secteur des médias, partiellement contrebalancée par la contribution des acquisitions et par l'effet favorable du taux de change. Une analyse plus approfondie des revenus est présentée à la section « Analyse des résultats sectoriels - exercice ».

Charges opérationnelles et autres charges

Les charges opérationnelles ont diminué de 18,9 millions de dollars, soit de 1,2 % au cours de l'exercice 2017 comparativement à la même période en 2016. En excluant la charge pour la rémunération à base d'actions, qui a augmenté de 16,7 millions de dollars en raison de la variation du prix de l'action au cours de ces mêmes périodes, les charges opérationnelles ont diminué de 35,6 millions de dollars, soit de 2,2 %. La baisse des charges opérationnelles est surtout attribuable à l'effet des cessions et fermetures et de l'effet favorable des initiatives de réduction de coûts à l'échelle de la Société, partiellement contrebalancée par la contribution des acquisitions.

Les frais de restructuration et autres coûts (gains) ont diminué de 30,6 millions de dollars, passant d'une charge de 17,0 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à un gain de 13,6 millions pour la même période en 2017. L'effet favorable est surtout attribuable à des gains reliés à la vente de certaines activités du secteur des médias et à des coûts moindres découlant de la réduction d'effectifs.

La charge de dépréciation d'actifs a diminué de 48,7 millions de dollars au cours de l'exercice 2017 comparativement à la même période en 2016. Une charge de 4,9 millions de dollars a été enregistrée relativement à des immobilisations incorporelles au sein des activités d'édition de journaux et à du matériel de production en 2017, comparativement à une charge de 53,6 millions de dollars en 2016 surtout reliée aux immobilisations incorporelles des journaux quotidiens et hebdomadaires à l'extérieur du Québec.

L'amortissement a diminué de 3,3 millions de dollars, passant de 106,7 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 103,4 millions pour la même période en 2017 principalement en raison de l'effet d'actifs complètement amortis dans la division de l'impression et de l'effet des cessions d'actifs médias, partiellement contrebalancés par l'effet des acquisitions réalisées.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel a augmenté de 89,2 millions de dollars, passant de 212,8 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 302,0 millions pour la même période en 2017. Cette hausse est surtout attribuable à la baisse des frais de restructuration et de la charge de dépréciation d'actifs. Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 9,9 millions de dollars, soit de 3,5 %, passant de 283,4 millions de dollars à 293,3 millions. De plus, en excluant l'effet défavorable de 16,7 millions de dollars de la charge de rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au cours de l'exercice 2017 par rapport à la même période en 2016, le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 26,6 millions de dollars, soit de 9,4 %. Une analyse plus approfondie du résultat opérationnel ajusté est présentée à la section « Analyse des résultats sectoriels - exercice ».

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont augmenté de 1,8 million de dollars, passant de 15,9 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 17,7 millions pour la même période en 2017. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation des intérêts nets sur l'actif et le passif au titre des régimes à prestations définies et à une baisse des gains nets de change, partiellement contrebalancée par une hausse des revenus d'intérêt.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat ont augmenté de 22,0 millions de dollars, passant de 51,1 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 73,1 millions pour la même période en 2017. En excluant l'impôt sur les frais de restructuration et autres coûts (gains) et sur la dépréciation d'actifs, les impôts sur le résultat ajusté s'établissent à 71,7 millions de dollars au cours de l'exercice 2016, soit un taux d'imposition effectif de 26,8 %, comparativement à 73,7 millions de dollars pour la même période en 2017, ou un taux d'imposition effectif de 26,7 %.

Résultat net

Le résultat net a augmenté de 65,2 millions de dollars, passant de 146,3 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 211,5 millions pour la même période en 2017. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation du résultat opérationnel, partiellement contrebalancée par l'augmentation des impôts sur le résultat. Par action, le résultat net est passé de 1,89 \$ à 2,73 \$. En excluant les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents, le résultat net ajusté a augmenté de 5,9 millions de dollars, soit de 3,0 %, passant de 196,3 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 202,2 millions pour la même période en 2017. Par action, le résultat net ajusté est passé de 2,53 \$ à 2,61 \$.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS - QUATRIÈME TRIMESTRE

Revenus

Les revenus ont diminué de 28,4 millions de dollars, soit de 5,1 %, passant de 555,6 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 527,2 millions pour la même période en 2017. Cette diminution est principalement attribuable à l'effet des cessions et fermetures, à la décroissance interne des revenus dans certains créneaux de la division de l'impression, à l'effet défavorable du taux de change et à la baisse d'activités dans le créneau d'édition de journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario dans le secteur des médias, partiellement contrebalancée par la contribution des acquisitions. Une analyse plus approfondie des revenus est présentée à la section « Analyse des résultats sectoriels - quatrième trimestre ».

Charges opérationnelles et autres charges

Les charges opérationnelles ont diminué de 17,8 millions de dollars, soit de 4,2 % au quatrième trimestre de 2017 comparativement à la même période en 2016. En excluant la charge pour la rémunération à base d'actions qui a augmenté de 3,6 millions de dollars en raison de la variation du prix de l'action au quatrième trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016, les charges opérationnelles ont diminué de 21,4 millions de dollars, soit de 5,1 %. La baisse des charges opérationnelles est surtout attribuable à l'effet des cessions et fermetures et à l'effet favorable des initiatives de réduction de coûts à l'échelle de la Société, partiellement contrebalancée par la contribution des acquisitions.

Les frais de restructuration et autres coûts (gains) ont diminué de 10,5 millions de dollars, passant d'une charge de 2,9 millions au quatrième trimestre de 2016 à un gain de 7,6 millions au quatrième trimestre de 2017. L'effet favorable est surtout attribuable à des gains reliés à la vente de certaines activités du secteur des médias et à des coûts moindres découlant de la réduction d'effectifs au quatrième trimestre de 2017. De plus, aucune charge reliée aux contrats déficitaires n'a été enregistrée au quatrième trimestre de 2017 comparativement à 0,3 million de dollars au quatrième trimestre de 2016.

La charge de dépréciation d'actifs a diminué de 20,8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 comparativement à la même période en 2016. Une charge de 2,4 millions de dollars a été enregistrée relativement à du matériel de production et à des immobilisations incorporelles au sein des activités d'édition de journaux dans le secteur des médias pour la période en 2017, comparativement à une charge de 23,2 millions pour le secteur au quatrième trimestre de 2016.

L'amortissement a diminué de 1,6 million de dollars, passant de 26,5 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 24,9 millions au quatrième trimestre de 2017 surtout en raison de l'effet d'actifs complètement amortis dans la division de l'impression.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel a augmenté de 22,3 millions de dollars, passant de 81,3 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 103,6 millions au quatrième trimestre de 2017. Cette hausse est surtout attribuable à la baisse de la charge de dépréciation d'actifs et des charges opérationnelles. Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 9,0 millions de dollars, soit de 8,4 %, passant de 107,4 millions de dollars à 98,4 millions. En excluant l'effet défavorable de 3,6 millions de dollars de la charge de rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au quatrième trimestre de 2017 par rapport à la même période en 2016, le résultat opérationnel ajusté a diminué de 5,4 millions de dollars, soit de 5,0 %. Une analyse plus approfondie du résultat opérationnel ajusté est présentée à la section « Analyse des résultats sectoriels - quatrième trimestre ».

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont augmenté de 0,4 million de dollars, passant de 3,9 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 4,3 millions au quatrième trimestre de 2017, principalement en raison de pertes nettes de change au quatrième trimestre de 2017 comparativement à des gains nets de change au quatrième trimestre de 2016. La hausse est également attribuable à des intérêts nets sur l'actif et le passif au titre des régimes à prestations définies plus élevés au quatrième trimestre de 2017, partiellement contrebalancée par des revenus d'intérêt pour la même période en 2017.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat ont augmenté de 6,4 millions de dollars, passant de 19,8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 26,2 millions au quatrième trimestre de 2017. En excluant l'impôt sur les frais de restructuration et autres coûts (gains) et sur la dépréciation d'actifs, les impôts sur le résultat ajusté s'établissent à 27,0 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016, soit un taux d'imposition effectif de 26,2 %, comparativement à 26,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017, ou un taux d'imposition effectif de 27,7 %. Cette hausse du taux d'imposition effectif est surtout attribuable à la répartition géographique du résultat avant impôts.

Résultat net

Le résultat net a augmenté de 15,7 millions de dollars, passant de 57,7 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 73,4 millions au quatrième trimestre de 2017. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation du résultat opérationnel, partiellement contrebalancée par l'augmentation des impôts sur le résultat. Par action, le résultat net est passé de 0,75 \$ à 0,94 \$. En excluant les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents, le résultat net ajusté a diminué de 8,3 millions de dollars, soit de 10,8 %, passant de 76,6 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 68,3 millions au quatrième trimestre de 2017. Par action, le résultat net ajusté est passé de 0,99 \$ à 0,88 \$.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS - EXERCICE

(non audités)

Tableau #3 :

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations intersectorielles	Résultats consolidés
Revenus - Exercice clos le 31 octobre 2016	1 754,6 \$	312,3 \$	(47,4) \$	2 019,5 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	77,6	(60,8)	—	16,8
Activités existantes				
Taux de change	2,7	—	—	2,7
Croissance interne (décroissance)	(25,7)	(19,2)	13,1	(31,8)
Revenus - Exercice clos le 29 octobre 2017	1 809,2 \$	232,3 \$	(34,3) \$	2 007,2 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ - Exercice clos le 31 octobre 2016	303,5 \$	5,1 \$	(25,2) \$	283,4 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	7,7	1,1	—	8,8
Activités existantes				
Taux de change	5,1	—	—	5,1
Croissance interne (décroissance)	1,1	7,2	(12,3)	(4,0)
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ - Exercice clos le 29 octobre 2017	317,4 \$	13,4 \$	(37,5) \$	293,3 \$

(1) Veuillez consulter le tableau #2 dans la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus, ainsi que la note 3 « Information sectorielle » des états financiers consolidés annuels.

Note : Retraitement de données relatives aux lignes taux de change et croissance interne pour les neuf premiers mois de 2017.

Secteur de l'impression et de l'emballage

Les revenus du secteur de l'impression et de l'emballage ont augmenté de 54,6 millions de dollars, soit de 3,1 %, passant de 1 754,6 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 1 809,2 millions pour la même période de 2017. Cette hausse est attribuable à la contribution de nos acquisitions dans la division de l'emballage et à l'effet favorable du taux de change, partiellement contrebalancée par la décroissance interne des revenus. Cette décroissance interne des revenus est attribuable à la baisse du volume d'impression commerciale touché par la réduction des dépenses publicitaires et par l'effet de la fin de l'entente non récurrente visant l'impression des formulaires de recensement du Canada en 2016, ainsi qu'à la baisse de volume dans les créneaux d'impression de magazines et de journaux compte tenu de la réduction du tirage et de la diminution du nombre de pages imprimées. Cependant, l'augmentation de volume dans la division de l'emballage, la hausse de la demande pour l'ensemble de nos services aux détaillants canadiens, ainsi que le volume additionnel provenant de notre entente d'impression avec le *Toronto Star* ont atténué la décroissance interne des revenus.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 13,9 millions de dollars, soit de 4,6 %, passant de 303,5 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 317,4 millions pour la même période de 2017. Cette hausse est attribuable à l'apport des acquisitions dans la division de l'emballage, à l'effet favorable du taux de change et à l'effet favorable des initiatives de réduction de coûts dans la division de l'impression, qui ont plus que contrebalancé la décroissance interne des revenus susmentionnée. La marge du résultat opérationnel ajusté du secteur s'est améliorée, passant de 17,3 % au cours de l'exercice 2016 à 17,5 % pour la même période de 2017.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont diminué de 80,0 millions de dollars, soit de 25,6 %, passant de 312,3 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 232,3 millions pour la même période de 2017. Cette baisse est principalement attribuable à l'effet de la vente de nos actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et de plusieurs journaux locaux et régionaux au Québec, ainsi que de certains produits de notre offre de solutions de marketing interactif, partiellement contrebalancée par la contribution de notre acquisition de marques spécialisées en finance. Par ailleurs, la baisse de revenus est également attribuable à la décroissance interne des revenus. Cette décroissance est liée à une baisse d'activité dans le créneau d'édition de journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario en raison de la réduction des revenus publicitaires, et à l'effet de notre initiative, mise en œuvre à la fin de l'année financière 2016, visant la diminution de la fréquence de parution de certains de nos titres dans le créneau Affaires, partiellement contrebalancée par la hausse des revenus dans nos activités d'édition de livres pédagogiques.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 8,3 millions de dollars, passant de 5,1 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 13,4 millions pour la même période de 2017. Cette hausse est attribuable à la contribution de nos initiatives de réduction de coûts liées à nos activités d'édition de journaux, à l'apport de notre acquisition de marques spécialisées en finance, à l'effet de notre retrait stratégique de notre offre de solutions de marketing interactif et à la croissance interne des revenus dans nos activités d'édition de livres pédagogiques, partiellement contrebalancée par l'effet de la vente de journaux.

Siège social et éliminations intersectorielles

Les éliminations de revenus intersectoriels sont passées de -47,4 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à -34,3 millions pour la même période de 2017. Cette variation est surtout attribuable aux cessions et fermetures de nos journaux de notre secteur des médias que nous imprimions. Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 12,3 millions de dollars, passant de -25,2 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à -37,5 millions pour la même période de 2017. Cette diminution est attribuable à la hausse de 16,7 millions de dollars de la charge pour la rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au cours de l'exercice 2017 par rapport à la même période en 2016 qui a plus que contrebalancé la réduction de coûts au siège social.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS - QUATRIÈME TRIMESTRE

(non audités)

Tableau #4 :

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations intersectorielles	Résultats consolidés
Revenus - Quatrième trimestre de 2016	484,6 \$	82,1 \$	(11,1) \$	555,6 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	9,5	(23,0)	—	(13,5)
Activités existantes				
Taux de change	(5,1)	—	—	(5,1)
Croissance interne (décroissance)	(9,7)	(5,0)	4,9	(9,8)
Revenus - Quatrième trimestre de 2017	479,3 \$	54,1 \$	(6,2) \$	527,2 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ - Quatrième trimestre de 2016	102,7 \$	10,5 \$	(5,8) \$	107,4 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	1,6	(0,8)	—	0,8
Activités existantes				
Taux de change	(3,1)	—	—	(3,1)
Croissance interne (décroissance)	(4,1)	0,7	(3,3)	(6,7)
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ - Quatrième trimestre de 2017	97,1 \$	10,4 \$	(9,1) \$	98,4 \$

(1) Veuillez consulter le tableau #2 à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

Secteur de l'impression et de l'emballage

Les revenus du secteur de l'impression et de l'emballage ont diminué de 5,3 millions de dollars, soit de 1,1 %, passant de 484,6 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 479,3 millions au quatrième trimestre de 2017. Cette baisse est attribuable à la décroissance interne des revenus dans les créneaux de notre division de l'impression non liés à nos services aux détaillants canadiens et à l'effet défavorable du taux de change. Toutefois, la décroissance interne des revenus est atténuée par l'augmentation du volume dans la division de l'emballage, ainsi que par la contribution de notre acquisition de Flexstar Packaging.

Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 5,6 millions de dollars, soit de 5,5 %, passant de 102,7 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 97,1 millions au quatrième trimestre de 2017. Cette baisse est attribuable à la décroissance interne des revenus susmentionnée et à l'effet défavorable du taux de change. Toutefois, l'effet favorable des initiatives de réduction de coûts dans la division de l'impression et la contribution de notre acquisition dans la division de l'emballage ont atténué la baisse. La marge du résultat opérationnel ajusté du secteur est passée de 21,2 % au quatrième trimestre de 2016 à 20,3 % au quatrième trimestre de 2017.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont diminué de 28,0 millions de dollars, soit de 34,1 %, passant de 82,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 54,1 millions au quatrième trimestre de 2017. Cette baisse est principalement attribuable à l'effet de la vente de nos actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et de plusieurs journaux locaux et régionaux au Québec, ainsi que de certains produits de notre offre de solutions de marketing interactif, partiellement contrebalancée par la contribution de notre acquisition de marques spécialisées en finance. Par ailleurs, la baisse de revenus est également attribuable à la décroissance interne des revenus. Cette décroissance est liée à une baisse d'activité dans le créneau d'édition de journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario en raison de la réduction des revenus publicitaires, et à l'effet de notre initiative, mise en œuvre à la fin de l'année financière 2016, visant la diminution de la fréquence de parution de certains de nos titres dans le créneau Affaires, partiellement contrebalancée par la hausse des revenus dans nos activités d'édition de livres pédagogiques.

Le résultat opérationnel ajusté est demeuré relativement stable, passant de 10,5 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 10,4 millions au quatrième trimestre de 2017. L'effet défavorable de la vente de nos actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et de plusieurs journaux locaux et régionaux au Québec a été contrebalancé par la contribution de nos initiatives de réduction de coûts liées à nos activités d'édition de journaux, par notre acquisition de marques spécialisées en finance et par l'effet de notre retrait stratégique de notre offre de solutions de marketing interactif.

Siège social et éliminations intersectorielles

Les éliminations de revenus intersectoriels sont passées de -11,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à -6,2 millions au quatrième trimestre de 2017. Cette variation est surtout attribuable aux cessions et fermetures de journaux de notre secteur des médias que nous imprimions. Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 3,3 millions de dollars, passant de -5,8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à -9,1 millions au quatrième trimestre de 2017. Cette diminution est attribuable à la hausse de 3,6 millions de dollars de la charge pour la rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au quatrième trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(non audités)

Le tableau #5 présente un résumé des principales informations financières consolidées tirées des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société ainsi que certaines données financières qui ne sont pas définies par les IFRS pour chacun des huit derniers trimestres.

Tableau #5 :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2017				2016			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	527,2 \$	477,7 \$	498,7 \$	503,6 \$	555,6 \$	467,8 \$	497,2 \$	498,9 \$
Résultat opérationnel avant amortissement	128,5	93,7	94,2	89,0	107,8	90,1	43,2	78,4
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	123,3	95,4	90,1	87,9	133,9	89,2	83,1	83,9
Marge du résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	23,4 %	20,0 %	18,1 %	17,5 %	24,1 %	19,1 %	16,7 %	16,8 %
Résultat opérationnel	103,6	68,2	67,8	62,4	81,3	63,6	16,3	51,6
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	98,4	69,9	63,7	61,3	107,4	62,7	56,2	57,1
Marge du résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	18,7 %	14,6 %	12,8 %	12,2 %	19,3 %	13,4 %	11,3 %	11,4 %
Résultat net	73,4 \$	49,0 \$	46,4 \$	42,7 \$	57,7 \$	45,9 \$	5,4 \$	37,3 \$
Résultat net par action	0,94	0,64	0,60	0,55	0,75	0,59	0,07	0,48
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	68,3	50,1	42,5	41,3	76,6	44,1	34,2	41,4
Résultat net ajusté par action ⁽¹⁾	0,88	0,65	0,55	0,53	0,99	0,57	0,44	0,53
En % de l'exercice	34 %	25 %	21 %	20 %	39 %	23 %	17 %	21 %

(1) Veuillez consulter le tableau #2 à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

La variabilité des données financières des périodes intermédiaires est influencée par plusieurs facteurs, notamment :

- l'incidence des acquisitions, cessions et fermetures réalisées dans le cadre de notre transformation;
- l'effet du taux de change;

- l'incidence de la variation du prix de l'action sur la charge reliée à la rémunération à base d'actions;
- l'incidence des éléments d'ajustement présentés au tableau #2 à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS ».

En excluant l'incidence des éléments ci-dessus mentionnés, nous constatons une légère baisse de nos revenus consolidés. Cette baisse résulte principalement d'une réduction des dépenses publicitaires dans les médias imprimés, ayant ainsi un effet négatif sur le tirage ou le nombre de pages de certaines publications imprimées. La réduction des dépenses publicitaires découle de l'incidence des nouveaux médias et de la migration des revenus publicitaires vers de nouvelles plateformes qui en résulte. Toutefois, cette tendance a été atténuée par la hausse des revenus attribuables à notre offre de services aux détaillants canadiens, notamment la circulaire imprimée. De nombreux détaillants considèrent encore la circulaire imprimée comme l'outil de marketing de choix pour générer de l'achalandage en magasin. De plus, étant donné le caractère saisonnier des activités d'impression, nous constatons un volume plus élevé au quatrième trimestre.

En ce qui a trait aux données financières relatives à la profitabilité, la tendance haussière de celles-ci s'explique par de nombreuses mesures d'efficacité opérationnelle et de rationalisation qui ont été mises en œuvre au cours des dernières années dans le cadre de notre transformation.

SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL

(non auditées)

Tableau #6 :

	Trois mois clos le		Exercice clos le	
	29 octobre	31 octobre	29 octobre	31 octobre
(en millions de dollars)	2017	2016	2017	2016
Activités opérationnelles				
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés	126,3 \$	135,6 \$	410,9 \$	396,0 \$
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations	0,5	(59,4)	(31,0)	(48,3)
Impôts sur le résultat payés	(15,4)	(15,4)	(55,8)	(74,4)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	111,4 \$	60,8 \$	324,1 \$	273,3 \$
Activités d'investissement				
Regroupements d'entreprises	— \$	(40,0) \$	(15,9) \$	(86,3) \$
Cessions d'entreprises	9,3	1,6	33,7	4,2
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(8,7)	(11,6)	(33,2)	(58,5)
Cessions d'immobilisations corporelles	0,1	0,3	7,1	7,1
Augmentation des immobilisations incorporelles	(1,7)	(2,4)	(15,6)	(18,2)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1,0) \$	(52,1) \$	(23,9) \$	(151,7) \$
Activités de financement				
Remboursement de la dette à long terme	— \$	(4,6) \$	(0,2) \$	(34,4) \$
Diminution nette de la facilité de crédit	—	—	—	(24,0)
Frais financiers de la dette à long terme	(2,8)	(2,8)	(16,2)	(16,2)
Intérêts reçus liés à des cotisations fiscales antérieures	—	—	—	7,9
Levée d'options d'achat d'actions	2,3	—	7,6	0,4
Dividendes	(15,6)	(14,3)	(60,9)	(56,2)
Rachat d'actions	—	(6,2)	—	(21,5)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(16,1) \$	(27,9) \$	(69,7) \$	(144,0) \$
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	— \$	0,9 \$	(0,1) \$	0,5 \$
Variation nette de la trésorerie	94,3 \$	(18,3) \$	230,4 \$	(21,9) \$
Situation financière			Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016
Endettement net ⁽¹⁾			101,2 \$	331,4 \$
Ratio d'endettement net ⁽¹⁾			0,3 x	0,8 x
Cote de crédit				
DBRS			BBB (bas)	BBB (bas)
Perspectives			Stables	Stables
Standard and Poor's			BBB-	BBB-
Perspectives			Stables	Stables
États consolidés de la situation financière			Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016
Actif courant			780,2 \$	559,9 \$
Passif courant			365,3	384,9
Actif total			2 136,7	2 062,2
Passif total			918,0	993,5

(1) Veuillez consulter le tableau #2 à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL - EXERCICE

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont augmenté, passant de 273,3 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 324,1 millions pour la même période de 2017. Cette hausse s'explique par une hausse des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés, par un déboursé moindre d'impôts sur le résultat payés en 2017, ainsi que par le décalage défavorable attribuable à l'encaissement de quelques comptes débiteurs importants en 2016.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement sont passés d'un déboursé de 151,7 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à un déboursé de 23,9 millions pour la même période de 2017. Cette baisse est surtout attribuable à nos acquisitions dans la division de l'emballage et à des investissements plus élevés en immobilisations corporelles au cours de l'exercice 2016, partiellement contrebalancée surtout par un encaissement plus élevé lié à la vente de nos actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et de plusieurs journaux locaux et régionaux au Québec au cours de l'exercice 2017.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement sont passés d'un déboursé de 144,0 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à un déboursé de 69,7 millions pour la même période de 2017. Cette baisse est surtout attribuable à des déboursés relatifs au remboursement d'instruments d'emprunts et au rachat d'actions au cours de l'exercice 2016.

Instruments d'emprunt

L'endettement net est passé de 331,4 millions de dollars au 31 octobre 2016 à 101,2 millions au 29 octobre 2017 en raison de nos flux de trésorerie excédentaires provenant des opérations, ainsi que de la baisse de nos déboursés liés à nos activités d'investissement et de financement. Par conséquent, notre ratio d'endettement net s'établit à 0,3x au 29 octobre 2017 comparativement à 0,8x au 31 octobre 2016.

Obligations contractuelles et engagements commerciaux

Tableau #7 :

Type de contrat (en millions de dollars)	2018	2019	2020	2021	2022 et suivantes	Total
Dette à long terme	— \$	300,0 \$	50,0 \$	— \$	— \$	350,0 \$
Contrats de location de locaux et autres engagements	30,8	21,6	18,9	17,2	33,7	122,2
Créditeurs et charges à payer	304,7	—	—	—	—	304,7
Obligations totales	335,5 \$	321,6 \$	68,9 \$	17,2 \$	33,7 \$	776,9 \$

La Société prévoit verser des cotisations estimées à un montant de 4,9 millions de dollars à ses régimes à prestations définies au cours de l'exercice se terminant le 28 octobre 2018, considérant qu'elle prévoit utiliser des lettres de crédit à même ses facilités de crédit, en garantie des cotisations non versées au titre de l'insuffisance de solvabilité des régimes à prestations définies. Le montant réel versé pourrait différer de l'estimation, selon les résultats des évaluations actuarielles, le rendement des placements, la volatilité des taux d'actualisation, les exigences réglementaires et d'autres facteurs.

Capital social

Tableau #8 :

Actions émises et en circulation	Au 29 octobre 2017	Au 30 novembre 2017
Catégorie A (droit de vote subalterne)	63 567 144	63 567 644
Catégorie B (droit de vote multiple)	13 985 526	13 985 026

La Société avait été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 15 avril 2016 et le 14 avril 2017, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par

la Société, jusqu'à concurrence de 1 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et jusqu'à concurrence de 226 344 actions catégorie B.

En décembre 2016, la Société a été autorisée par la Bourse de Toronto à modifier son programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités (le « programme de rachat ») afin d'augmenter le nombre maximal d'actions à droit de vote subalterne catégorie A qu'il lui est permis de racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 15 avril 2016 et le 14 avril 2017, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, soit de 1 000 000 d'actions à droit de vote subalterne catégorie A, à 2 000 000 d'actions à droit de vote subalterne catégorie A. Les autres modalités du programme de rachat demeurent inchangées, notamment le rachat jusqu'à concurrence de 226 344 actions catégorie B. Dans le cadre de ce programme de rachat, la Société a racheté 701 590 actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 17,42 \$ pour une contrepartie totale en espèces de 12,2 millions de dollars, dont 2663 actions ont été rachetées au cours de l'exercice 2017 à un prix moyen pondéré de 17,48 \$ pour une contrepartie totale en espèces négligeable.

Ce programme de rachat a été renouvelé pour un an, à compter du 17 avril 2017, permettant ainsi le rachat sur le marché libre à hauteur de 2 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et à hauteur de 442 349 de ses actions catégorie B. Aucune action n'a été rachetée dans le cadre de ce programme de rachat.

Au cours de l'exercice 2017, certains dirigeants de la Société ont exercé leurs options d'achat d'actions, ce qui a entraîné une augmentation du capital social de 594 262 actions à droit de vote subalterne catégorie A.

La variation des actions catégorie B au cours de l'exercice 2017 s'explique par la conversion de 89 100 de ces dernières en actions à droit de vote subalterne catégorie A.

ANALYSE DES LIQUIDITÉS - QUATRIÈME TRIMESTRE

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont augmenté, passant de 60,8 millions au quatrième trimestre de 2016 à 111,4 millions au quatrième trimestre de 2017. Cette hausse s'explique surtout par le décalage défavorable attribuable à l'encaissement de quelques comptes débiteurs importants au quatrième trimestre de 2016 et par la hausse de la charge pour la rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au cours du quatrième trimestre de 2017 par rapport à la même période en 2016.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement sont passés d'un déboursé de 52,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à un déboursé de 1,0 million au quatrième trimestre de 2017. Cette baisse est surtout attribuable à l'acquisition de Flexstar Packaging au quatrième trimestre de 2016 et à la vente de journaux locaux et régionaux au Québec au quatrième trimestre de 2017.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement sont passés d'un déboursé de 27,9 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à un déboursé de 16,1 millions au quatrième trimestre de 2017. Cette baisse est surtout attribuable au rachat d'actions et à des déboursés relatifs au remboursement d'instruments d'emprunts au quatrième trimestre de 2016.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

La direction de la Société effectue des estimations et formule des hypothèses qui influencent les montants présentés dans les états financiers consolidés. Bien que la direction revoie régulièrement ses estimations, les résultats réels peuvent différer de celles-ci. L'incidence des modifications des estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle la modification se produit, et dans les périodes ultérieures touchées, lorsque applicable. Les éléments pour lesquels les estimations et les hypothèses sont importantes ou complexes sont présentés à la note 2 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 29 octobre 2017.

MODIFICATIONS DES NORMES COMPTABLES

Clarification des méthodes d'amortissement acceptables

La Société a adopté les modifications à l'IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à l'IAS 38 « Immobilisations incorporelles » le 1^{er} novembre 2016. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société. Veuillez vous référer à la note 2 afférente aux états financiers consolidés annuels pour de plus amples informations.

Normes comptables nouvelles ou modifiées non encore adoptées

La Société est en train d'évaluer l'étendue de l'incidence du changement des normes suivantes sur ses états financiers consolidés :

- IFRS 9 « Instruments financiers »
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients »

La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption des changements aux normes comptables énumérés ci-dessous. L'évaluation de l'effet sur nos états financiers consolidés de ces nouvelles ou de ces changements de normes est toujours en cours.

- IFRS 16 « Contrats de location »
- Modifications à l'IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie »
- Modifications à l'IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions »

Veuillez vous référer à la note 2 afférente aux états financiers consolidés annuels pour de plus amples informations.

RISQUES ET INCERTITUDES

La gestion des risques auxquels la Société est exposée dans le cours normal de ses activités joue un rôle prépondérant dans le cadre des décisions prises par la direction en ce qui a trait aux acquisitions, aux investissements de capitaux, aux dispositions d'actifs, au regroupement d'usines et aux efforts de synergies entre ses segments d'activités ou d'autres activités d'exploitation. Elle guide également les décisions touchant les mesures de réduction des coûts, la diversification des produits et la pénétration de nouveaux marchés, ainsi que certains mouvements de trésorerie.

En plus du réexamen périodique des risques actuels et de l'efficacité des mesures de contrôle et de prévention déjà implantées, la direction évalue également de nouveaux facteurs de risque. Elle détermine la probabilité que ceux-ci se matérialisent et leurs impacts potentiels, et s'assure de mettre en œuvre des stratégies et processus pour gérer de façon proactive ces nouveaux risques. Un rapport sur le programme de gestion de risques est présenté régulièrement au Comité d'audit et au Conseil d'administration.

Les principaux risques et incertitudes auxquels la Société est exposée et nos mesures d'atténuation sont décrits ci-après. Ces risques et incertitudes sont d'ordre stratégiques, opérationnels ou financiers et sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur nos opérations, nos résultats financiers, notre situation financière, nos flux de trésorerie ou encore notre réputation. Nous prévenons le lecteur que la liste ci-après n'est pas exhaustive et que les risques et incertitudes ne sont pas présentés dans un ordre particulier.

Changements aux derniers risques publiés

Dans le contexte de notre stratégie d'affaires visant la transformation de la Société, nous avons vendu nos actifs médias en Saskatchewan en 2016 et nos propriétés médias de l'Atlantique en avril 2017. Nous avons poursuivi notre stratégie de retrait du créneau de l'édition de journaux locaux et régionaux au cours de l'exercice financier 2017, en mettant en place un processus de vente de nos 93 journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario. Par conséquent, toutes références aux risques touchant cette activité d'édition ont été enlevées. Toutefois, nos activités d'impression qui y sont rattachées demeurent exposées au risque lié à la publicité numérique décrit ci-après.

Risques stratégiques

La circulaire imprimée - L'effet du développement et de l'adoption de produits numériques sur la demande des services liés aux détaillants

Au cours des dernières années, certains détaillants canadiens ont expérimenté les circulaires interactives, les campagnes numériques et les programmes de loyauté. L'effet de ces initiatives sur nos activités d'impression de circulaires et nos services de prémédia et de distribution a été minime jusqu'à présent, car la circulaire imprimée demeure un véhicule marketing de choix pour les détaillants afin de générer de l'achalandage en magasin. Cependant, un changement majeur dans les habitudes des consommateurs, notamment le recours au commerce électronique pour l'achat de biens de consommation courante, pourrait entraîner une baisse significative du nombre de pages ou de la fréquence des circulaires imprimées par la Société. Une telle baisse pourrait avoir un effet défavorable sur nos résultats financiers. Afin de mitiger ce risque, nous demeurons à l'affût des tendances quant aux comportements des consommateurs, ainsi que des investissements prévus par les détaillants en matière de développement d'une plateforme de commerce électronique. De plus, nous continuons à développer et à bonifier notre offre aux détaillants et nous poursuivons continuellement la mise en œuvre de mesures d'amélioration d'efficacité opérationnelle, notamment en maximisant l'utilisation de nos équipements les plus performants.

Publicité numérique - L'effet du développement et de l'adoption de produits numériques sur la demande de nos autres produits imprimés

Les plateformes numériques sont devenues des incontournables pour joindre les consommateurs et les annonceurs ont à leur disposition une plus grande variété de canaux où investir leurs budgets publicitaires. Une baisse de la part relative des produits imprimés dans le budget publicitaire total et un recul du lectorat au profit du numérique pourrait entraîner une diminution de la demande pour les produits imprimés. Cette diminution de la demande pourrait avoir un effet défavorable notamment sur les résultats financiers de nos activités d'impression de journaux, de magazines et de produits commerciaux. Afin de mitiger ce risque, nous visons constamment à optimiser notre plateforme en fonction du rythme de décroissance du volume d'impression.

Concurrence au sein de l'industrie de l'impression - L'augmentation de la concurrence étrangère dans le marché canadien

La concurrence porte sur le prix, la qualité des produits et services, les délais, ainsi que sur l'étendue des services offerts. Certains des créneaux d'impression dans lesquels la Société œuvre sont fortement concurrentiels, sans compter que la présence de concurrents américains pourrait s'accroître, notamment, en raison de leur capacité excédentaire. Une augmentation de la concurrence étrangère dans le marché canadien pourrait avoir un effet défavorable sur nos parts de marchés et résultats financiers. Pour réduire ce risque et demeurer concurrentielle, la Société poursuit continuellement la mise en œuvre de mesures d'amélioration d'efficacité opérationnelle, notamment en maximisant l'utilisation de ses équipements les plus performants. De plus, la Société travaille de façon continue à sécuriser ses relations avec ses clients par l'entremise de contrats à long terme et à améliorer la qualité de ses produits.

Acquisitions - Notre capacité d'identifier adéquatement les opportunités et de compléter des acquisitions dans l'emballage

Notre stratégie de croissance dans l'emballage repose principalement sur notre capacité à compléter des acquisitions et sur la croissance interne des activités existantes. Nous devons être en mesure de cibler des opportunités intéressantes, à une valeur raisonnable, et de concurrencer avec des sociétés financières privées et d'autres compagnies qui opèrent dans l'industrie de l'emballage et qui sont actives en matière d'acquisitions. L'inaptitude à identifier adéquatement les opportunités et à compléter des acquisitions pourrait avoir un effet défavorable sur le développement de notre axe de croissance. Afin d'atténuer ce risque, la Société compte sur une équipe expérimentée et dédiée au développement d'opportunités qui, par ailleurs, est grandement soutenue par la haute direction.

Croissance interne à long terme - Notre capacité de générer une croissance interne dans notre division de l'emballage

Le long cycle de vente qui caractérise certains verticaux représente un défi important à notre capacité de générer rapidement une croissance interne au sein de notre division de l'emballage. Ceci pourrait avoir un effet défavorable sur notre capacité d'accroître rapidement la taille de cette division afin de compenser la décroissance potentielle au sein de nos activités d'impression. Pour mitiger ce risque, la Société a investi dans sa force de vente nord-américaine. Celle-ci veille au développement des affaires avec nos clients actuels et à l'accroissement de notre bassin de clients potentiels. Nous avons également recruté des talents en marketing, en matière de technologie liée à l'emballage et des ressources expérimentées dans différents verticaux.

Concurrence au sein de l'industrie de l'emballage - Le niveau d'expertise et de ressources plus importantes à la disposition de grandes entreprises, dont les opérations sont intégrées, pour le développement de produits

L'industrie de l'emballage est très compétitive. Certains de nos compétiteurs disposent d'une expérience et d'un savoir-faire technique plus vaste, d'importantes installations de production, d'une force de vente plus importante et d'autres ressources dédiées au développement de produits, notamment au chapitre des formats et des types d'emballages. Par ailleurs, notre capacité d'évoluer avec les changements technologiques et d'effectuer des investissements appropriés en recherche et développement pourraient entraîner pour la Société des coûts importants et avoir un effet défavorable sur notre rythme de croissance dans cette industrie. Nous avons déjà investi dans de nouvelles capacités, dans notre force de vente et dans l'acquisition de talents.

Clients majeurs - Le changement des habitudes de consommation ou la perte d'un client majeur

Certains créneaux dans lesquels opère la Société ont des clients qui représentent une portion importante de nos revenus. C'est le cas pour le créneau d'impression de circulaires où quelques détaillants canadiens peuvent individuellement représenter une portion importante des revenus de la division de l'impression. De plus, dans la division de l'emballage, Schreiber Foods, Inc. représente une portion substantielle des revenus actuels et nous avons avec eux une entente d'une durée de dix ans venant à échéance en 2024. Un changement dans les habitudes de consommation d'un client majeur ou la perte d'un client majeur pourraient avoir un effet défavorable sur le résultat net. Afin de mitiger ce risque, la Société maintient des relations solides et à long terme avec ses principaux clients et, spécifiquement pour la division de l'impression, renouvelle ses contrats significatifs de façon anticipée.

Clientèle - L'effet d'une consolidation de la clientèle sur nos activités d'emballage

Notre clientèle ou clientèle potentielle pourrait faire l'objet d'une acquisition. Il est possible que l'acquéreur transfère la production dans les opérations de son fournisseur actuel. Une consolidation de la clientèle pourrait avoir un effet sur notre résultat net. La Société atténue ce risque en renouvelant ses contrats significatifs de façon anticipée et en qualifiant ses produits d'emballage. Nous pouvons, par ailleurs, être temporairement protégés par la longueur du cycle de vente dans certains marchés de l'emballage.

Détention du contrôle - Conflit d'intérêts entre l'actionnaire de contrôle et les autres actionnaires

Au 29 octobre 2017, Capinabel inc., société sous le contrôle de M. Rémi Marcoux, détenait directement ou indirectement 16,20 % des actions en circulation et 73,19 % des droits de vote rattachés aux actions participantes en circulation de Transcontinental inc. Étant donné la détention du contrôle de cet actionnaire, il est possible que dans certaines situations, les intérêts de l'actionnaire détenant le contrôle ne correspondent pas à ceux des autres détenteurs d'actions participantes de Transcontinental inc.

Risques opérationnels

Intégration des acquisitions - L'intégration des acquisitions pourrait perturber nos activités opérationnelles

Les acquisitions ont été et continuent d'être un élément important de la stratégie de croissance de la Société. Cependant, l'intégration d'acquisitions comporte généralement des risques et ceux-ci peuvent augmenter en fonction de la taille, du secteur et du type d'acquisition. Les activités d'intégration pourraient causer des perturbations temporaires au chapitre de la production, nous faire perdre des contrats importants et influencer la rétention du personnel ou nos relations avec les clients. De plus, les synergies identifiées pourraient ne pas être réalisées complètement ou pourraient nécessiter du temps additionnel pour se matérialiser. Toutefois, pour limiter les effets des risques liés à l'intégration des acquisitions, la Société a mis en place un ensemble strict de critères d'acquisition et s'appuie sur des équipes de vérification diligente expérimentées et des méthodes d'intégration rigoureuses.

Cybersécurité et protection des données - Une intrusion dans nos systèmes d'information pourrait perturber nos activités opérationnelles, nuire à notre réputation et entraîner des poursuites judiciaires

Dans le cours normal de ses activités, la Société est tributaire du fonctionnement continu et ininterrompu de ses systèmes, des centres d'hébergement des données, des services infonuagiques et du matériel informatique. De plus, elle reçoit, manipule et transmet des données sensibles, y compris des informations confidentielles relatives à la Société et à ses clients et fournisseurs, ainsi que des renseignements personnels de ses employés.

Advenant que la Société fasse l'objet d'une cybermenace, d'une violation, d'accès non autorisés, de virus, ou d'autres atteintes à la sécurité, d'erreurs humaines, d'actes de sabotage ou d'autres événements similaires, il pourrait y avoir un effet défavorable sur les activités de la Société, notamment des perturbations ou des pannes de systèmes. Cela pourrait également avoir un impact défavorable sur les résultats, ainsi que de causer des dommages considérables à la réputation de la Société et pourrait potentiellement entraîner des poursuites judiciaires.

La récurrence des tentatives de cyberattaques est de plus en plus fréquente et leur nature évolue et se raffine continuellement, augmentant ainsi le risque que nos opérations soient perturbées et que nos données soient compromises. De plus, il se pourrait qu'un tel événement ne soit pas détecté assez rapidement pour limiter l'étendue de l'information susceptible à l'infraction. D'ailleurs, les exigences des autorités réglementaires deviennent de plus en plus strictes en matière de protection contre de possibles intrusions. La nécessité de se conformer à de nouvelles exigences pourrait aussi avoir une répercussion financière pour la Société. La confiance des clients en la sécurité de l'information détenue par la Société et des transactions est primordiale afin de maintenir notre réputation et notre compétitivité sur le marché.

Nous mitigeons ces risques en nous assurant de maintenir un environnement technologique de qualité et fiable pour nos clients internes et externes, notamment en ajustant notre politique en matière de sécurité, en déployant des correctifs de sécurité et en investissant dans notre infrastructure informatique. D'ailleurs, nous avons fait l'acquisition d'un outil qui cartographie nos possibles vulnérabilités, nous permettant ainsi d'établir des priorités de correctifs. Nous effectuons également, de façon ponctuelle, des tests pour simuler une attaque à nos systèmes informatiques afin de vérifier nos différents contrôles de sécurité. En outre, nous effectuons des évaluations périodiques de nos contrôles informatiques afin de nous assurer qu'ils sont conformes aux standards. Enfin, pour mieux prévenir et contrôler les effets de ce risque, la Société a adopté différentes mesures, dont des programmes de formation et de sensibilisation auprès de ses employés.

Perturbation opérationnelle - Une perturbation opérationnelle pourrait nuire à notre capacité de respecter nos échéanciers

La Société concentre de plus en plus la production de certains produits vers des usines à large volume et, advenant un sinistre à un de ces emplacements, elle pourrait ne pas pouvoir respecter des délais de production. Le respect de nos échéanciers pourrait aussi être touché par un bris d'équipement majeur, une erreur humaine, un conflit de travail, des problèmes de transport et des difficultés d'approvisionnement. L'ampleur de l'effet de ces risques sur nos résultats dépendra de certains facteurs, dont la nature de la perturbation, la durée et l'usine touchée par l'événement en question. Cependant, la Société a mis en place des plans de contingence pour nos emplacements devant livrer des produits de façon quotidienne et nous détenons des polices d'assurance qui pourraient dédommager une partie des coûts reliés à certains sinistres.

Recrutement et rétention du talent - La difficulté à attirer et à retenir les employés clés dans les principaux secteurs exploités

Des tendances sociales et démographiques rendent plus difficiles le recrutement et la rétention de personnel qualifié dans certains secteurs géographiques. Nous pouvons constater une diminution du bassin de talents, un accroissement de la mobilité de la main-d'œuvre, un recours croissant aux technologies et une forte demande pour de nouveaux ensembles de compétences. Considérant la transformation de la Société, ce risque est d'autant plus important puisqu'elle a un besoin pour des compétences spécifiques, notamment techniques pour le développement de produits, afin de faire croître la division de l'emballage. Par conséquent, dans le cadre d'un processus continu de revue du leadership, la Société a mis en place des plans de perfectionnement pour ses gestionnaires à potentiel élevé et susceptibles d'être promus. Des objectifs précis sont établis et des occasions de développement opérationnel et de nouveaux défis destinés à accélérer leur développement leur sont offerts. Enfin, les membres de la haute direction sont évalués sur la mise en place de plans de relève pour les postes clés et la Société effectue une revue du leadership afin de soutenir les défis organisationnels et d'être en mesure d'identifier, sur une base continue, des successeurs.

Efficacité opérationnelle - Incapacité de maintenir ou d'améliorer notre efficacité opérationnelle

En raison des tendances lourdes qui touchent l'industrie de l'impression et de l'édition, la Société doit continuer d'améliorer son efficacité opérationnelle afin de demeurer concurrentielle. Peu importe le degré d'efficience qu'elle a déjà atteint, rien ne garantit qu'elle soit en mesure de le faire de façon continue. En outre, la nécessité de réduire les coûts d'exploitation peut entraîner des coûts relativement à la réduction d'effectifs, à la fermeture ou consolidation des installations, ou à l'amélioration de l'équipement et de la technologie. Au cours des dernières années, la Société a réduit de façon significative ses actifs manufacturiers dans sa division de l'impression afin d'améliorer l'efficacité de ses usines les plus performantes. Bien qu'il existe toujours des opportunités d'amélioration de l'efficacité opérationnelle au sein de chaque usine et que la Société ait des gestionnaires expérimentés pour établir et exécuter de tels plans d'amélioration, il se pourrait que les initiatives disponibles pour répondre à une baisse de volume soient insuffisantes et aient moins d'effets favorables sur la structure de coûts fixes.

Conformité à la réglementation gouvernementale - Des modifications ou l'adoption de nouvelles réglementations

La Société est assujettie à de nombreuses réglementations qui peuvent être modifiées par les autorités gouvernementales. Une modification de la réglementation ou l'adoption de nouvelles réglementations plus strictes pourraient entraîner une augmentation significative des coûts pour la Société afin de s'y conformer. La Société pourrait devoir augmenter ses effectifs et sa rémunération, ou faire des investissements dans des matières premières ou des équipements. De possibles augmentations du salaire minimum au Québec, par exemple, pourraient faire augmenter de façon significative les coûts dans le créneau de la distribution. La Société bénéficie également de certains programmes d'aide gouvernementale. Tout changement dans les règles d'application de ces programmes gouvernementaux pourrait avoir des incidences importantes sur le résultat net de la Société.

Réglementation - Sécurité et qualité des produits d'emballage destinés à l'industrie de l'alimentation

La Société est un fournisseur de produits d'emballage souple utilisés, notamment, par l'industrie de l'alimentation. Elle est donc exposée aux risques de cette industrie, tels que des erreurs d'étiquetage et de transferts de matières étrangères, ainsi que de certains problèmes sanitaires dont la contamination des aliments par des organismes causant des maladies, ou pathogènes, comme la bactérie E. coli, la salmonelle et la listeria. La Société pourrait donc être concernée par un éventuel rappel de produits. Une telle situation pourrait exposer la Société à des réclamations au titre de la responsabilité civile, à une publicité défavorable, à des enquêtes ou à l'intervention de la part des gouvernements, ce qui aurait une incidence défavorable significative sur la situation financière, le résultat net et la réputation de la Société. La Société gère activement ces risques en employant des matériaux appropriés, en s'assurant de la mise en place de contrôles et de procédés dans ses installations de fabrication et en maintenant une couverture d'assurance responsabilité. Nous veillons également à la conformité de nos produits aux différentes réglementations. Nos produits finis sont sujets à la réglementation par certains organismes gouvernementaux, dont Santé Canada et la Food and Drug Administration (FDA) aux États-Unis, qui sont responsables de la protection de la santé publique dans le domaine alimentaire. Aux États-Unis, le Consumer Product Safety Commission (CPSC) réglemente aussi certains produits d'emballage à travers des lois comme le Consumer Product Safety Act et le Poison Prevention Packaging Act. Au Canada, l'emballage et l'étiquetage des produits alimentaires ainsi que la sécurité des matériaux utilisés

pour l'emballage des aliments sont réglementés par Santé Canada à travers des lois comme la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation et la Loi sur les aliments et drogues. Par ailleurs, en faisant partie de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, nous reconnaissons la nécessité de soutenir nos clients de l'industrie de l'alimentation avec des informations et assurances spécifiques. Nous nous engageons à travailler avec eux et à leur fournir toutes les informations nécessaires afin de comprendre et de minimiser les risques dans leurs processus. À cet effet, et afin de mitiger davantage les risques, ainsi que d'assurer la confiance du consommateur à l'égard de nos produits, certaines de nos usines ont obtenu la certification SQF (Safe Quality Food), sont certifiées AIB International ou détiennent la certification GMI (Graphic Measures International).

Risques environnementaux - Des modifications ou l'adoption de nouvelles réglementations et des changements aux habitudes de consommation

La Société est assujettie à de nombreuses réglementations environnementales qui peuvent être modifiées par les autorités gouvernementales. Une modification de la réglementation ou l'adoption de nouvelles réglementations plus strictes pourraient entraîner une augmentation significative des coûts pour la Société afin de s'y conformer. Des exemples de telles réglementations comprennent, notamment, des limites d'émissions atmosphériques plus restrictives, des seuils de contamination de l'eau plus bas, des exigences supplémentaires pour la décontamination des sols ou le recyclage du papier et du plastique. L'arrivée de la réglementation sur la responsabilité élargie des producteurs (REP) dans plusieurs provinces du Canada a également eu un effet sur le paysage de l'industrie de l'impression et de l'emballage. Cette réglementation utilise des incitations financières pour encourager les fabricants à concevoir des produits respectueux de l'environnement en tenant les producteurs responsables de la gestion de la fin de vie de leurs produits. Enfin, la tendance est à l'élimination graduelle des sacs de plastique légers à usage unique dans de nombreuses juridictions à travers le monde.

De plus, les activités d'impression et d'édition de la Société nécessitent une utilisation quotidienne d'une grande quantité de papier. Quant à nos activités de distribution et d'emballage souple, celles-ci requièrent l'usage d'importantes quantités de plastique. Certains consommateurs et certains de nos clients pourraient être préoccupés par les possibles répercussions d'un usage accru de papier et de plastique sur l'environnement et pourraient faire davantage entendre leur voix pour la protection de l'environnement et pour promouvoir le développement durable. De telles préoccupations pourraient porter atteinte à notre réputation, entraîner une révision et un ajustement de nos pratiques ainsi que des coûts opérationnels additionnels.

Dans le but de mitiger les risques environnementaux, la Société s'efforce de se positionner à l'avant-plan de son industrie par son engagement en faveur de la protection de l'environnement et collabore avec ses parties prenantes pour mettre en œuvre de nouvelles initiatives pour réduire son empreinte environnementale. À cet égard, nous avons adopté en 1993 notre politique environnementale et nous avons également mis en place notre politique en matière d'achat de papiers en 2007, dont la portée a été élargie en 2012. Nous sommes également membre de la *Sustainable Packaging Coalition*, un organisme qui rassemble des entreprises, des établissements d'enseignement et des agences gouvernementales afin d'élargir notre compréhension collective des emballages écologiques. De plus, notre participation renouvelée à des initiatives en faveur de la transparence, comme le *Carbon Disclosure Project*, confirme notre engagement à divulguer notre gouvernance et notre performance par rapport aux enjeux liés aux changements climatiques.

Litiges - La Société est assujettie à des risques juridiques en lien avec ses activités

La Société pourrait être impliquée dans des litiges ou des procédures judiciaires résultant de nos activités. Le secteur des médias pourrait être touché par des cas de diffamation reliés aux propos diffusés dans nos publications. De plus, dans le cadre de nos activités de restructuration, nous risquons d'être impliqués dans des litiges pour des cas de relations de travail. Du côté du secteur de l'impression et de l'emballage, l'impression d'information erronée par la Société pourrait conduire à la réception de réclamations judiciaires. De même, lors de nos activités d'acquisition, les passifs non identifiés et les obligations judiciaires importantes représentent également un risque en tant que successeur. Bien que la Société provisionne pour ces litiges, nous ne pouvons pas assurer que toutes les réclamations sont provisionnées aux coûts de règlement, ayant potentiellement un effet défavorable additionnel sur le résultat net.

Matières premières et énergie - Une hausse significative du coût des matières premières et de l'énergie consommée

Le papier, l'encre, le film plastique et les plaques sont les principales matières premières utilisées par le secteur de l'impression et de l'emballage et elles représentent une partie importante de nos coûts. De plus, ce secteur consomme de l'énergie, plus particulièrement de l'électricité, du gaz naturel et du pétrole. Une hausse significative de prix des matières premières et de l'énergie a des effets défavorables sur les opérations. Pour mitiger ce risque, certaines de nos ententes avec des clients comportent des clauses d'indexation des prix de vente au gré des fluctuations du prix des matières premières. Cependant, à court terme, l'effet sur notre résultat net sera influencé par notre capacité de modifier les prix et d'améliorer notre efficacité opérationnelle afin de contrebalancer les hausses de prix des matières premières. De plus, l'augmentation du prix de ces matières premières peut avoir un effet défavorable si elle entraîne un changement aux habitudes d'achat des clients. Finalement, l'augmentation

du prix du papier et de l'encre a également un effet défavorable sur la rentabilité du secteur des médias. En ce qui concerne une hausse significative de prix de l'énergie, la Société poursuit continuellement ses initiatives pour trouver de nouvelles façons de réduire ses coûts énergétiques.

Dans le but de nous assurer d'un approvisionnement stable à un coût compétitif à travers notre secteur de l'impression et de l'emballage, nous avons volontairement consolidé nos fournisseurs de papier, d'encre et de résine. Par conséquent, la Société pourrait également être exposée à un risque d'approvisionnement si certains de nos fournisseurs éprouvaient de l'instabilité financière ou des perturbations dans leurs propres opérations. Cependant, la Société fait affaire avec des fournisseurs majeurs et établis dans leurs industries respectives afin d'assurer la disponibilité de nos matières premières.

Respect de la vie privée et droit d'auteur - Enfreindre la vie privée des utilisateurs ou des droits d'auteur pourrait être nuisible à notre réputation

La loi canadienne anti-pourriel exige le consentement du destinataire afin d'envoyer des messages électroniques commerciaux. De plus, la Société doit également respecter la législation sur les droits d'auteur. Cependant, il pourrait survenir des situations qui feraient en sorte que certaines des activités de la Société ne respectent pas la vie privée des utilisateurs et d'autres personnes ou que certaines règles de droit d'auteur ne soient pas respectées avec la publication de différents contenus dans les divers médias de la Société. Bien que la Société ait mis en place des contrôles stricts à ces égards, tout manquement en ce qui concerne la collecte, l'utilisation, la divulgation, la sécurité des renseignements personnels, et la protection des droits d'auteur ou d'autres questions de confidentialité pourrait nuire à sa réputation et à son résultat net.

Risques financiers

Cycles économiques - L'effet des cycles économiques sur la demande pour nos produits

Les activités de la Société sont exposées aux cycles économiques et aux conditions de marché difficiles, car une portion significative de leurs revenus dépend, directement ou indirectement, des dépenses publicitaires des annonceurs. Celles-ci ont tendance à être cycliques en raison de la conjoncture économique globale et des changements aux habitudes d'achat des consommateurs. De plus, des changements structurels significatifs, notamment la consolidation de certaines industries et l'adoption de plateformes numériques, touchent également les industries de nos principaux clients, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur les produits offerts par la Société. Toutefois, la Société croit qu'elle atténue ce risque par la nature même de la composition de ses activités puisqu'une importante partie de sa clientèle se retrouve dans des secteurs d'activité moins cycliques, tels que l'alimentation. De plus, puisque la Société est un chef de file dans ses marchés, nous croyons ainsi pouvoir limiter notre exposition aux cycles économiques sans toutefois éliminer les effets défavorables ou l'ampleur de ceux-ci.

Crédit - Mauvaises créances de certains clients

Certains facteurs, tels que les conditions économiques et des changements au sein de certaines industries, pourraient exposer la Société au risque de crédit relatif aux créances à recevoir de certains de ses clients, affectant ainsi sa capacité de recouvrement selon les termes de paiement établis. Afin de limiter ce risque, la Société a des contrôles stricts en matière de crédit. La haute direction analyse et révisé régulièrement la situation financière de sa clientèle et applique des procédures d'évaluation rigoureuses pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société pour les clients importants ou considérés risqués. De plus, en raison de la diversification de ses produits, de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société estime qu'elle est protégée contre une concentration du risque de crédit. La Société possède également une police d'assurance-crédit couvrant plusieurs de ses clients importants pour un montant maximum de 20,0 millions de dollars de pertes combinées par année. Les conditions de la police comprennent les clauses usuelles et comportent des limites quant aux montants pouvant être réclamés par événement et par année de couverture.

Liquidités - Disponibilité des capitaux à un coût raisonnable

La Société et ses filiales sont exposées au risque de liquidités, c'est-à-dire le risque qu'elles ne soient pas en mesure de remplir leurs obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles, ou de les remplir, mais à un coût excessif. Ce risque est toutefois atténué pour la Société car elle bénéficie d'une très bonne situation financière avec un ratio d'endettement net de 0,3x au 29 octobre 2017 et qu'elle prévoit continuer à générer d'importants flux de trésorerie opérationnels. De plus, au 29 octobre 2017, la Société a toujours accès à la totalité de son crédit à terme rotatif d'un montant de 400,0 millions de dollars qui vient à échéance en février 2021. Toutefois, il est à noter que la capacité et le coût de financement de la Société sont tributaires des cotes de crédit attribuées à la Société par différentes agences de cotation.

Taux d'intérêt - La hausse des taux d'intérêt sur le marché relativement à nos instruments financiers

La Société est exposée aux risques du marché liés aux hausses des taux d'intérêt. La dette à taux variable porte intérêt à des taux fondés sur le taux LIBOR ou sur les taux des acceptations bancaires. À la fin de l'exercice 2017, en tenant compte des instruments financiers dérivés, la portion à taux fixe de la dette à long terme de la Société représentait 100 % de la dette totale.

Taux de change - Les fluctuations des taux de change

La dépréciation du dollar canadien face au dollar américain au cours des dernières années a engendré une augmentation de la valeur des ventes aux États-Unis et créé certaines opportunités d'affaires, car la majorité des coûts de la Société sont engagés en dollars canadiens. De plus, nos récentes acquisitions aux États-Unis ont augmenté la part des revenus et des profits de la Société en dollars américains. Quant à l'appréciation du dollar américain, celle-ci offre une certaine protection à la Société contre la concurrence étrangère. Toutefois, une éventuelle reprise de la devise canadienne aurait un effet négatif sur le résultat net. Afin de minimiser les risques de fluctuations à court terme des devises étrangères, la Société veille à apparier les entrées et les sorties de fonds dans une même devise et maintient en place un programme de couverture de change utilisant des produits dérivés.

Fiscalité - Des contestations d'autorités fiscales ou des modifications dans les taux d'imposition statutaires en vigueur

La Société estime que tous les frais réclamés par les différentes entités du groupe sont raisonnables, déductibles et que le coût et la déduction du coût en capital utilisés pour les biens amortissables de ces entités ont été calculés correctement. Dans le cours normal des activités de la Société, les autorités fiscales procèdent à des vérifications continues et, à cet égard, rien ne garantit que les autorités fiscales ne contesteront pas la position de la Société relativement à certaines questions fiscales. Si elles ont gain de cause, ces contestations pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, son résultat net et sa situation financière, ainsi que sur le rendement pour les actionnaires.

Si les taux d'impôt d'une période future augmentaient ou diminuaient dans un territoire quelconque, notre charge d'impôts sur le résultat de cette même période augmenterait ou diminuerait en conséquence. De plus, nos actifs et passifs d'impôt différé augmenteraient ou diminueraient parallèlement aux hausses ou aux baisses de taux d'impôt, ce qui aurait des répercussions sur les impôts sur le résultat. Par ailleurs, une baisse ou une hausse du taux d'impôt se traduirait par une hausse ou une baisse de notre bénéfice net annuel comparativement à ce qu'il aurait été autrement.

Régimes de retraite - L'effet de fluctuations majeures des marchés sur la solvabilité des régimes de retraite

Au 29 octobre 2017, la quasi-totalité des employés actifs de TC Transcontinental participait à des régimes de retraite à cotisations définies. Toutefois, les risques relatifs aux régimes à prestations définies, qui étaient en place avant la migration, en 2010, au volet à cotisations définies, sont toujours assumés par la Société. La capitalisation des régimes de retraite à prestations définies est calculée selon des estimations actuarielles et est soumise aux restrictions découlant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées durant l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes. L'obligation au titre des prestations définies, la juste valeur des actifs des régimes et la composition des actifs des régimes sont mesurées à la date des états financiers annuels. La Société poursuit sa stratégie d'investissement afin de limiter l'exposition de nos actifs à des fluctuations majeures qui affecteraient la solvabilité des régimes.

Tests de dépréciation - Résultats des tests de dépréciation sur la valeur des actifs

Les IFRS exigent que la Société effectue des tests de dépréciation de l'actif à long terme s'il existe un quelconque indice qu'un actif ou un groupe d'actifs ait pu se déprécier. Toute baisse de valeur provenant des tests de dépréciation aurait un effet défavorable sur le résultat net de la Société, sans toutefois avoir un effet important sur sa conformité au ratio d'endettement qu'elle doit respecter aux termes de ses facilités de crédit actuelles ou sur sa capacité d'emprunt.

CONTRÔLE ET PROCÉDURE DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société sont responsables de la mise en place et du respect des contrôles et procédures de communication de l'information au sein de la Société.

Nos contrôles et procédures de présentation de l'information sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information que nous sommes tenus de fournir est consignée, traitée, résumée et rapportée au cours des délais prévus dans les lois sur les valeurs mobilières du Canada et que des contrôles et procédures sont élaborés pour s'assurer que cette information est accumulée et communiquée à la direction de manière à permettre la prise de décisions au moment opportun à l'égard de l'information à fournir.

L'efficacité de la conception et du fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société a été évaluée au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs (le « Règlement 52-109 ») au 29 octobre 2017. Sur la base de cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 29 octobre 2017.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société sont responsables de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS.

L'efficacité de la conception et du fonctionnement du CIIF a été évaluée au 29 octobre 2017, conformément au cadre et aux critères énoncés dans le document intitulé Internal Control - Integrated Framework qu'a publié le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO ») en 2013, un modèle de contrôle reconnu, et aux exigences du Règlement 52-109. Sur la base de cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société ont conclu que la conception et le fonctionnement du CIIF étaient efficaces au 29 octobre 2017.

Tout système de contrôle interne, quelle que soit la qualité de sa conception, comporte des limites intrinsèques. Par conséquent, même les systèmes considérés comme efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la présentation de l'information financière et de la préparation des états financiers.

Au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017, aucune modification touchant le CIIF qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été portée à l'attention de la direction de la Société, y compris le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Vente de journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario

En novembre et décembre 2017, la Société a procédé à la vente de plusieurs groupes de journaux locaux et régionaux dans la province du Québec, représentant un total de 34 journaux et propriétés Web s'y rattachant, ainsi qu'un site Web, en échange d'une contrepartie en espèces et d'une contrepartie à recevoir.

Ces ventes de journaux s'inscrivent dans le cadre du plan de cession des journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario annoncé par la Société le 18 avril 2017.

Regroupement d'entreprises

Le 31 octobre 2017, la Société a acquis la totalité des actions de Les Industries Flexipak inc. ("Flexipak"), un fournisseur d'emballages souples situé à Montréal, au Québec. La Société procédera à l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de Flexipak au cours du prochain exercice.

Cette acquisition permet à la Société de poursuivre son développement dans l'industrie de l'emballage.

PERSPECTIVES 2018

Pour la division de l'impression, nous prévoyons que les revenus provenant de l'ensemble de nos services aux détaillants canadiens demeureront relativement stables au cours de l'exercice 2018 par rapport à la même période en 2017. Nous bénéficierons, au cours des premiers mois de l'exercice financier, de la contribution additionnelle aux termes de l'entente élargie avec Lowe's Canada et nous comptons saisir les occasions d'étendre nos services auprès de nos clients détaillants. Pour tous les autres créneaux d'impression, nous prévoyons que nos revenus continueront d'être touchés par une baisse de volume en raison des mêmes tendances dans le marché publicitaire. De plus, dans le créneau de l'impression de journaux, nous connaissons une baisse de volume en raison de la fin de l'impression de *La Presse* à partir de janvier 2018, ainsi que du journal *The Globe and Mail* dans les Maritimes depuis décembre 2017. Afin de partiellement contrebalancer la baisse de volume, nous poursuivrons nos initiatives d'efficacité opérationnelle, notamment la consolidation de nos activités d'impression de journaux au Québec déjà annoncée.

En ce qui concerne notre division de l'emballage, l'acquisition de Les Industries Flexipak inc., réalisée en octobre 2017, contribuera aux résultats au cours de l'exercice 2018 et nous prévoyons maintenir notre approche disciplinée en matière d'acquisitions. Nous comptons également sur notre force de vente pour poursuivre le développement de notre bassin de clients potentiels et nous nous attendons à ce que d'autres ventes se concrétisent. En raison de la perturbation temporaire de l'approvisionnement en résine causée par l'ouragan qui a touché la côte du Golfe des États-Unis au cours de l'été 2017, le prix de plusieurs résines plastiques a augmenté et pourrait avoir un effet défavorable sur les coûts au cours du premier semestre de 2018.

Pour le secteur des médias, nous prévoyons que le groupe Affaires et Éducation continuera d'afficher une bonne performance en diversifiant ses revenus dans des créneaux qui dépendent peu de la publicité, alors qu'une baisse des revenus publicitaires aura un effet défavorable sur la version imprimée de nos titres spécialisés. De plus, nos revenus du secteur seront touchés en 2018 par la vente de nos actifs médias liés aux journaux locaux et régionaux, mais nous continuerons à ajuster notre structure de coûts en fonction du volume d'activité.

Finalement, au cours de l'exercice 2018, nous prévoyons continuer de générer d'importants flux de trésorerie de nos activités opérationnelles et de maintenir notre excellente situation financière, nous permettant ainsi de poursuivre nos acquisitions pour soutenir notre transformation vers l'emballage.

Au nom de la direction,

(s) Nelson Gentiletti

Le chef de la direction financière et du développement

Le 14 décembre 2017